

étages, des supermarchés, des motels et des hôtels. Dans certains cas, ces travaux pourraient être retardés. A quoi bon demander aux gouvernements, fédéral, provinciaux ou municipaux, de modérer leur demande, si le secteur privé de l'économie continue d'envahir le marché des capitaux et de stimuler la tendance inflationniste?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je crois devoir rappeler au député qu'aux termes du Règlement les observations doivent être brèves. Le député de Burnaby-Coquitlam pourrait peut-être en tenir compte.

M. Douglas: Étant donné l'annonce inusitée du ministre et comme il a négligé de procéder de façon appropriée, il me semble qu'une déclaration s'impose. Je voulais conclure en exprimant l'espoir que, lorsque le ministre présentera son exposé, il n'oubliera pas que s'il réduit les immobilisations sans imposer de restrictions au secteur privé, la situation de l'emploi au Canada s'en ressentira. Le nombre de chômeurs a augmenté de 60,000 en octobre par rapport à l'an dernier. L'emploi dans l'industrie de la construction a diminué de 33,000 le mois passé, notamment dans le secteur domiciliaire. Il faut savoir que le gouvernement ne devrait pas adopter maintenant des mesures qui auraient pu s'appliquer il y a six mois et qui accroîtraient le chômage en plein hiver.

J'espère que le gouvernement s'attaquera maintenant au problème, comme il aurait dû le faire il y a quelques mois, et que le ministre présentera son exposé dans un avenir prochain. Quant à nous, nous estimons que le gouvernement a manifesté son immobilisme et son impuissance dans les quelques derniers mois et nous craignons que ce qu'il fera sera trop peu et trop tard.

[Français]

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, nous venons d'entendre, de la part du ministre des Finances (M. Sharp) une annonce faite de façon prudente mais combien lourde de conséquences pour le peuple canadien. A la veille du jour du Souvenir, c'est un autre jour de deuil que les Canadiens auront à commémorer. En somme, le ministre nous annonce un autre régime d'austérité.

Il n'y a pas tellement longtemps, soit le 24 juin 1962, alors que le premier ministre conservateur nous annonçait un semblant de régime d'austérité, je me souviens avoir entendu les députés libéraux lancer des hauts

[M. Douglas.]

cris contre l'administration. Aujourd'hui, nous sommes rendus au même point qu'à ce moment-là, ce qui veut dire que plus ça change, plus c'est pareil. Et le ministre nous annonce que dans le dessein de remédier à la situation et d'empêcher la montée constante du coût de la vie, il va prélever des impôts temporaires. Or, on sait qu'il n'y a rien de plus permanent que le temporaire.

Le ministre veut combattre la hausse du coût de la vie en augmentant les impôts, et ce alors qu'on sait que chaque hausse du coût de la vie entraîne une diminution du pouvoir d'achat des consommateurs. C'est pourquoi je me demande de quelle façon le gouvernement peut croire remédier à la situation actuelle, à la crise économique que nous connaissons, avec des méthodes semblables.

Alors, monsieur l'Orateur, j'ai peu d'espoir que la situation s'améliore, car le gouvernement n'a aucune solution à apporter au problème présent.

[Traduction]

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, il est extrêmement difficile de commenter une affaire aussi importante que celle que le ministre des Finances a soulevée ce matin. D'autant plus que l'annonce s'est faite sans préavis et que le ministre l'a commencée si discrètement et gentiment, d'une voix si douce, que ce n'est qu'au beau milieu qu'on a compris la gravité du problème soulevé.

Le gouvernement a fait naître une crise financière. On se demande si elle n'est pas beaucoup plus grave qu'on ne l'a indiqué dans cette annonce extraordinaire de ce matin. Les avertissements précis n'ont pas manqué. On se demande également si les politiques que le gouvernement a mises en vigueur et qui ont fait naître une crise d'unité nationale ne provoquent pas une fuite massive de capitaux hors du pays comme on l'a suggéré ces jours derniers.

Je crois que la question de présenter un budget devrait être discutée à fond et sans tarder avec les leaders des autres partis à la Chambre. La crise a peut-être atteint le point où il faudra une sorte de gouvernement national. Le gouvernement est peut-être disposé à se présenter devant le peuple prochainement en invoquant la crise financière pour motiver des élections soudaines. La situation exige beaucoup plus, monsieur l'Orateur, qu'un avertissement gentil à l'effet que les taxes vont augmenter et que les dépenses seront réduites. Il est absolument nécessaire